

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SPS/GEN/1155

28 mars 2012

(12-1657)

Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires

Original: anglais

RENSEIGNEMENTS SUR LES ACTIVITÉS D'ASSISTANCE ET AUTRES ACTIVITÉS LIÉES AUX MESURES SPS ORGANISÉES RÉCEMMENT OU PROCHAINEMENT PAR LE CENTRE DU COMMERCE INTERNATIONAL (ITC)

Période: octobre 2011–mars 2012

La communication ci-après, reçue le 27 mars 2012, est distribuée à la demande de l'ITC.

I. PROJETS

A. STDF/PG/172: "AUGMENTATION DES EXPORTATIONS DE GRAINES DE SÉSAME ET DE NOIX/BEURRE DE KARITÉ GRÂCE AU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS SPS DANS LE SECTEUR PRIVÉ ET LE SECTEUR PUBLIC"

1. Le Conseil nigérian de promotion des exportations (NEPC) est l'organisme chargé de la mise en œuvre du projet 172 du STDF, sous la supervision de l'ITC. La durée du projet devrait s'étendre d'octobre 2010 à octobre 2012. Une demande visant à le prolonger jusqu'en mars 2013 a été présentée au STDF dans le souci d'assurer la bonne exécution de toutes les activités du projet et de faire face au retard accumulé en ce qui concerne la question de l'obtention dans les États sélectionnés des locaux nécessaires pour installer/entreposer les machines ainsi que leur livraison et leur utilisation. Le projet a beaucoup progressé au cours des derniers mois, en particulier le volet n° 1 "Amélioration de la documentation sur les pratiques en vigueur concernant le contrôle de la qualité pour les exportations de produits à base de sésame et de karité" et le volet n° 2 "Mise en œuvre d'un système solide de contrôle de la qualité sur le terrain et de traçabilité pour les produits nigériens à base de sésame et de karité". La deuxième mission de surveillance de l'ITC a eu lieu du 13 au 17 février 2012, coïncidant avec la visite du Consultant international et la réunion à moyen terme des parties prenantes tenue le 16 février 2012 (avec 25 participants). Un site pilote pour le beurre de karité est en cours de conception en vue de l'installation et de l'utilisation d'équipements dans l'État d'Oyo et cette entreprise sert d'exemple à suivre aux fins d'encourager l'établissement de sites similaires et l'allocation de fonds dans les autres États. Jusqu'à présent, un État a mis en place sa propre structure (avec une contribution du NEPC) et un financement pour la construction a été approuvé dans deux autres États. L'organisme chargé de la mise en œuvre du projet (NEPC) fait preuve d'un réel engagement, ce qui favorise la coopération avec les autres parties prenantes. Le deuxième rapport semestriel a été présenté au STDF et approuvé, et le versement de la troisième tranche du financement est en attente de l'approbation du STDF.

B. UNION DOUANIÈRE (BÉLARUS, KAZAKHSTAN ET RUSSIE)

2. Dans le cadre du projet "Développement des échanges régionaux de la CEI", un manuel sur les conditions d'accès au marché de l'UE pour les exportateurs de pâtes alimentaires et de farine de l'Union douanière et une étude sur la qualité et les infrastructures SPS favorisant les exportations de farine et de pâtes alimentaires du Bélarus, du Kazakhstan et de la Russie vers l'Union européenne seront élaborés, l'accent étant mis sur les obstacles non tarifaires, en particulier dans le domaine SPS. L'étude et le manuel contribueront à l'objectif global du projet "Développement des échanges régionaux de la CEI" en favorisant le développement économique durable des pays de l'Union douanière. Les activités devraient démarrer en avril 2012 et s'achever en septembre 2012.

C. PÉROU – ACCROISSEMENT DES EXPORTATIONS DANS LE CORRIDOR SEPTENTRIONAL DU PÉROU

3. Le volet du projet relatif à la gestion de la qualité des exportations a pour objectif de renforcer la capacité des institutions liées au commerce dans la zone côtière du Pérou à mettre en œuvre leurs programmes visant à accroître la compétitivité des petites entreprises par le respect des prescriptions en matière d'hygiène et de sécurité sanitaire des produits alimentaires sur les marchés internationaux, et à consolider et augmenter leurs exportations. Le projet (avril 2012-mars 2013) aidera les petites et moyennes entreprises à comprendre et à mettre en œuvre les systèmes de sécurité sanitaire des produits alimentaires fondés sur le système HACCP (analyse des risques et maîtrise des points critiques) grâce au soutien durable de formateurs/conseillers sélectionnés de la région. Le projet est financé par le centre de prestations Coopération et Développement économiques du Secrétariat d'État suisse à l'économie (SECO).

D. SADC – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT ET DE LA LOGISTIQUE (SCLP) - RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

4. Un projet financé par le gouvernement flamand et exécuté par le National Agriculture Marketing Council (NAMC) et l'ITC aide des exploitations agricoles naissantes en Afrique du Sud à s'intégrer dans les chaînes d'approvisionnement nationales, régionales ou internationales.¹ Le projet a démarré en janvier 2010 et devrait prendre fin en décembre 2012. Il offre à 15 exploitations produisant des fruits à pépins et des fruits à noyau (soit 200 employés permanents et 1 000 travailleurs saisonniers temporaires) du Cap occidental (Ceres et Grabouw) une assistance axée sur trois éléments clés: i) l'amélioration de la sécurité sanitaire des produits alimentaires au moyen de la formation et de la certification GlobalGAP ou SAGAP; ii) l'optimisation de la production des vergers par l'amélioration de la qualité et de la quantité, au moyen d'une aide prenant la forme de conseils directs; et iii) une stratégie commerciale passant par le renforcement des liens avec les agents exportateurs et les chaînes internationales de supermarchés. Des liens appropriés sont établis avec divers organismes et initiatives des secteurs public et privé et de l'industrie pour garantir la viabilité du programme pour ce qui est du financement et des possibilités d'accès aux marchés.

II. AUTRES PROJETS DE L'ITC PRÉSENTANT UN INTÉRÊT PARTICULIER

A. PROJET SUR LES MESURES NON TARIFAIRES

5. Le premier rapport de l'ITC sur les mesures non tarifaires (Sri Lanka) a été publié et diffusé pendant la Conférence ministérielle de l'OMC (tenue du 15 au 17 décembre 2011) et est à présent disponible sur le site Web de l'ITC. Il a été demandé à l'ITC de procéder à d'autres travaux d'analyse

¹ Le projet SCLP de la SADC est également mis en œuvre au Malawi et Mozambique pour répondre aux besoins spécifiques locaux, l'accent étant davantage mis sur les marchés locaux et régionaux.

sur certains domaines clés identifiés par les autorités sri-lankaises. Depuis, l'ITC a également publié et diffusé le rapport sur les mesures non tarifaires du Burkina Faso.

6. Le 3 février 2012, l'ITC a accueilli un séminaire intitulé "Non-Tariff Measures: New Challenges and the Road Ahead" (Mesures non tarifaires: De nouveaux défis et le chemin à parcourir), qui a réuni des experts des mesures non tarifaires et l'ensemble de la communauté du commerce et du développement de Genève pour faire le point sur les questions relatives aux mesures non tarifaires et les défis en la matière ainsi que pour examiner les premiers résultats du programme. Environ 150 personnes ont participé à ce séminaire. Plus de renseignements sont disponibles à l'adresse suivante: <http://www.intracen.org/new-challenges-and-the-road-ahead/> (en anglais seulement).

7. Deux ateliers nationaux consacrés aux mesures non tarifaires ont eu lieu en février 2012 au Pérou et au Maroc; les deux projets de rapports nationaux y relatifs ont été approuvés par les autorités locales. Ces nouveaux rapports sur les mesures non tarifaires seront prochainement publiés et diffusés par l'ITC.

8. L'ITC a lancé avec succès l'enquête sur les mesures non tarifaires dans trois nouvelles zones (Palestine, Kazakhstan et Cambodge) entre octobre 2011 et mars 2012. Les prochaines enquêtes seront lancées en Indonésie, en Côte d'Ivoire et en Guinée, entre autres.

Pour en savoir plus au sujet du projet de l'ITC sur les mesures non tarifaires, veuillez contacter Mme Poonam Mohun, Analyste de marché dans le domaine des mesures non tarifaires, Recherche et analyse de marchés, ITC.

Tél: +41 22 730 0277 – Fax: +41 22 730 0577 – Courriel: mohun@intracen.org

B. LE COMMERCE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE (T4SD)

9. Le site Standards Map de l'ITC permet aux utilisateurs de comparer les normes privées en ce qui concerne, par exemple, la structure de gouvernance, les critères sociaux, environnementaux et économiques, les politiques relatives à la conformité et les prescriptions en matière de mise en œuvre. Bien que le respect de ces normes ne soit pas juridiquement prescrit par les gouvernements ou les règlements, il pourrait aboutir à l'adoption de pratiques sociales et environnementales plus durables voire à l'ouverture de nouveaux marchés.

10. À la fin mars 2012, Standards Map couvrait 70 normes privées élaborées par des organisations non gouvernementales, des entreprises et d'autres entités du secteur privé. Les nouvelles normes publiées sur ce site depuis octobre 2011 comprennent notamment Ekolabel Indonesia, Green Label Thailand, Green Choice Philippines, China Environmental Labelling – CEL, Food Justice Certified, Verified Carbon Standard, International Council on Mining and Metals – ICM, Carbon Trust – Carbon Reduction Label, China Organic Product Certification Standard, International Sustainability & Carbon Certification – ISCC. L'équipe étudie dix autres normes, qui seront publiées sur le site Web d'ici à la fin de juillet.

11. L'équipe T4SD a également publié plusieurs documents au cours des derniers mois, dont une série concernant les impacts des normes privées sur les chaînes de valeur mondiales (partie 1), leurs impacts sur les producteurs (partie 2) et l'interaction entre les normes publiques et les normes privées (partie 3). Les trois documents peuvent être consultés à l'adresse suivante: <http://www.standardsmap.org/>.

12. L'objectif est de faire en sorte que 110 normes environ soient publiées dans leur intégralité sur le site Web d'ici à la fin de 2012.

13. Si vous êtes intéressé par une présentation du site Web en direct ou par un séminaire en ligne, veuillez vous adresser à Joseph Wozniak, Directeur du programme (wozniak@intracen.org).

C. PUBLICATIONS ET DOCUMENTS TECHNIQUES

III. GESTION DE LA QUALITÉ À L'EXPORTATION: UN MANUEL DESTINÉ AUX PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

14. L'ITC et la Physikalisch-Technische Bundesanstalt (PTB, l'organisme national de métrologie allemand) ont publié dans le cadre d'un partenariat cet ouvrage fondé sur des résultats. Le manuel se présente sous la forme de questions et réponses et a pour cible les petites et moyennes entreprises exportatrices des pays en développement. Il donne aux responsables des réponses à leurs questions les plus fréquentes sur la qualité, les prescriptions techniques, les systèmes de gestion, l'évaluation de la conformité, la métrologie, l'accréditation ainsi que l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce et celui sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires.

15. Il s'agit de la deuxième édition de l'ouvrage de 2001 intitulé *Gestion de la qualité à l'exportation: manuel de réponses destiné aux petites et moyennes entreprises*, qui a connu un grand succès. La révision a été effectuée par l'ITC, en partenariat avec le PTB, de manière à prendre en compte les évolutions du commerce international intervenues au cours de la dernière décennie.

16. Les contributions de nombreuses personnes et organisations, telles que le Réseau de métrologie, d'accréditation et de normalisation pour les pays en développement (Réseau DCMAS), le STDF et les secrétariats des Comités OTC et SPS de l'OMC, y occupent une place importante.

La version anglaise électronique est disponible à l'adresse suivante: <http://www.intracen.org/publications/>. La version papier peut être commandée sur la boutique en ligne de l'ITC (à l'adresse suivante: <http://www.intracen.org/about/e-shop/>). La publication sera disponible en français et en espagnol au cours du deuxième trimestre de 2012.

17. Les organes nationaux actifs dans le domaine de la qualité, comme les organismes de normalisation ou les organismes de promotion du commerce, sont invités à coopérer avec l'ITC en vue d'améliorer cet ouvrage en lui adjoignant deux annexes décrivant l'infrastructure nationale en matière de qualité et indiquant les coordonnées de la personne de contact pour le pays en question.

Pour plus de renseignements:

Ludovica Ghizzoni, Conseiller en gestion de la qualité à l'exportation à l'ITC

Tél.: +41 22 730 06 38 – Fax: +41 22 730 05 76 – Courriel: ghizzoni@intracen.org

Site Web: <http://www.intracen.org/exporters/quality-management/>

Courriel: quality@intracen.org
